

Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 30 juin 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Un ralentissement de l'activité au premier trimestre de 2015, principalement en Amérique du Nord, a entraîné une légère révision à la baisse de la croissance mondiale estimée par le Fonds monétaire international (FMI), avec 3,3 % pour l'année 2015 contre 3,5 % annoncés dans l'édition d'avril 2015 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Néanmoins, les facteurs d'une accélération progressive de l'activité économique dans les pays avancés — à savoir l'aisance des conditions financières, une politique budgétaire plus neutre dans la zone euro, la baisse des prix des carburants, le regain de confiance et l'amélioration du marché de l'emploi — restent intacts.

Toujours selon le FMI, la reprise économique dans la zone euro semble en assez bonne voie, avec un redressement généralement robuste de la demande intérieure et une inflation qui commence à monter. Les projections de croissance ont été révisées à la hausse pour de nombreux pays de la zone euro, mais, en Grèce, les événements en cours pèsent probablement bien plus lourdement que prévu sur l'activité. La croissance de la zone euro estimée pour l'année 2015 est de 1,5 %.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil a apporté quelques ajustements aux mesures de politique monétaire non conventionnelles : « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25 % à 33 %, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25 %. [...] Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...] Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Bonne orientation de l'activité bancaire

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie de 1,4 point au deuxième trimestre 2015, rompant ainsi avec la progression régulière amorcée fin 2013. Cette altération globale découle d'appréciations contrastées. D'un côté, le constat des entrepreneurs sur le trimestre écoulé reste positif, la composante passée de l'ICA retrouvant son niveau de longue période. A l'opposé, les perspectives pour le trimestre à venir se dégradent fortement. Confirmant l'appréciation des entrepreneurs interrogés sur le trimestre écoulé, les principaux indicateurs macroéconomiques sont favorablement orientés au deuxième trimestre. La consommation des ménages progresse légèrement, dans un contexte d'inflation toujours faible. Le marché du travail s'améliore encore timidement. Les prévisions d'investissement sont en hausse dans les secteurs les plus capitalistiques. Les exportations sont en légère hausse, portées par les livraisons de minerai de nickel, même si le déficit commercial se creuse.

Dans ce contexte économique encore globalement favorable, l'activité bancaire se consolide en glissement annuel.

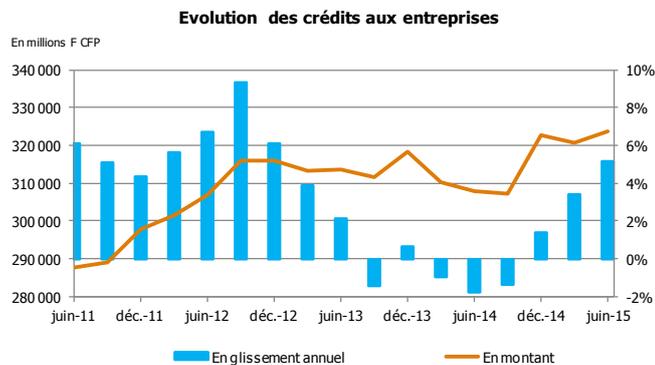
La progression de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux atteint 3,6 % sur un an, contre +1,5 % fin décembre 2014. Cette accélération s'explique principalement par la hausse des crédits aux entreprises (+5,2 % en glissement annuel, contre +1,4 % six mois plus tôt), ainsi que par le redressement des crédits aux ménages (+2,4 %, après +1,3 %). La qualité du portefeuille des banques reste bonne, avec un taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux stable, à 3,0 %.

Parallèlement, la progression des actifs financiers détenus par les agents économiques atteint +6,1 % sur un an à fin juin 2015 (contre +2,4 % à fin 2014), essentiellement portée par la collecte locale sous forme de dépôts à vue (+8,6 % sur un an), de comptes d'épargne à régime spécial (+4,6 %) et, à nouveau, de placements indexés sur les taux de marché (+7,5 %).

Croissance des crédits aux entreprises

L'encours sain des **crédits aux entreprises** progresse de 5,2 % en glissement annuel, pour s'établir à 324 milliards de F CFP. Cette évolution, plus favorable que celle observée en métropole sur la même période (+2,7 %), s'explique par le net rebond enregistré fin 2014. Au cours du 1^{er} semestre 2015, la progression est plus mesurée, s'établissant à +0,4 %.

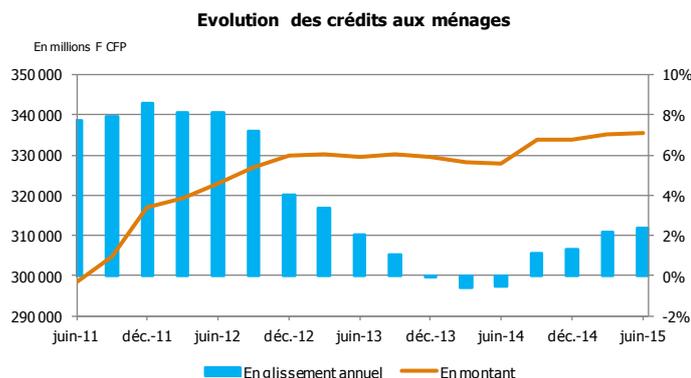
Les principales composantes du financement des entreprises contribuent à la progression d'ensemble, la plus forte hausse ayant été enregistrée par les financements immobiliers¹ (+19,3 %), qui a pour principale origine une modification intervenue dans le paramétrage des déclarations réglementaires d'un établissement de crédit de la place. Corrigé de l'effet mécanique de ce reclassement, l'encours des crédits immobiliers aux entreprises aurait connu une augmentation de 4,6 % sur un an. Le financement de l'investissement progresse de 4,5 % sur un an (-0,5 % au cours du 1^{er} semestre), et celui de l'exploitation de 2,7 %.



Evolution contrastée des crédits aux ménages

Les **crédits aux ménages** continuent à se raffermir, avec un encours en progression de 2,4 % en glissement annuel. Après le rebond sensible observé au second semestre 2014, la progression est plus modérée au cours du 1^{er} semestre 2015 (+0,5 % sur six mois).

L'encours des **crédits à l'habitat**, principale composante des concours aux ménages calédoniens (80 % des crédits totaux), affiche un taux de croissance semestriel de 1,5 % (niveau quasi identique à celui de métropole avec +1,6 %). En glissement annuel, la hausse atteint +3,3 %. Abstraction faite de la modification de paramétrage intervenue sur cette catégorie de crédit (cf. *supra*), la progression sur un an s'établirait à +5,7 %. Cette orientation favorable est principalement liée aux promotions immobilières dans le cadre de la loi de pays sur la défiscalisation des logements intermédiaires.



L'encours des **crédits à la consommation** continue à se contracter (-1,4 % sur un an, et -2,9 % sur le semestre), principalement en raison d'une nouvelle baisse des crédits de trésorerie (-2,1 % sur un an, et -4,3 % sur le semestre). A l'inverse, le crédit-bail reste bien orienté, avec un encours progressant de 4,5 % sur un an (+1,1 % au cours du 1^{er} semestre).

Progression des crédits aux collectivités locales

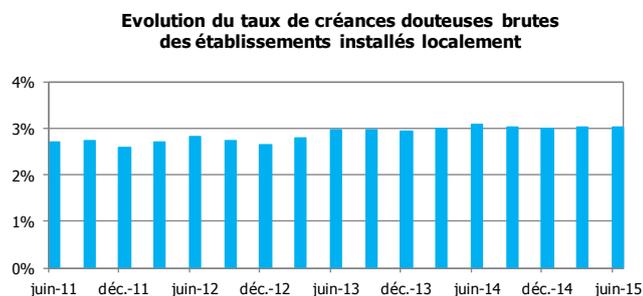
L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** progresse fortement (+10,6 % sur un an), suite à la hausse sensible des crédits de trésorerie octroyés à l'une d'entre elles.

L'encours des crédits aux collectivités locales atteint ainsi 14 milliards de F CFP, soit une augmentation de 1,3 milliard de F CFP sur un an.

Sinistralité en légère baisse

L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit locaux s'accroît de 1,8 % sur un an, pour s'établir à 21,5 milliards de F CFP. Cette progression reste maîtrisée en regard de la croissance de l'encours brut total (+3,6 % sur la même période). Ainsi, le taux des créances douteuses sur l'encours brut total diminue de 0,1 point par rapport à juin 2014, pour s'afficher à 3,0 %.

Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses augmente légèrement sur douze mois (+1 point), pour s'établir à 61,2 %.



¹ Le changement de nomenclature d'un établissement de crédit de la place a conduit à la comptabilisation d'une partie des crédits immobiliers, auparavant attribués à tort aux ménages, dans ceux des entreprises.

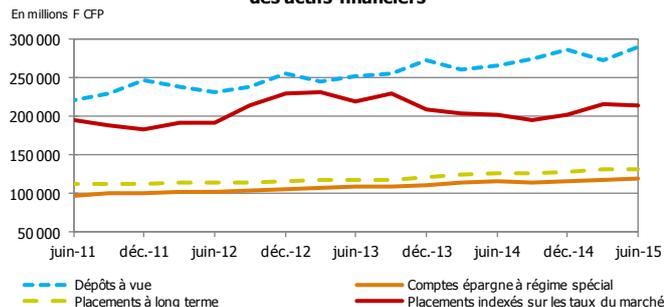
Hausse soutenue des actifs financiers

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** s'accroît fortement sur un an (42,2 milliards de F CFP de collecte nette, soit une progression de 7,5 % de l'encours, dont 3 % au cours du 1^{er} semestre). L'encours total des dépôts locaux dépasse ainsi très légèrement le seuil de 600 milliards de F CFP.

Cette évolution favorable est due principalement à la croissance **des dépôts à vue** (+23 milliards de F CFP de collecte annuelle nette, soit +8,6 %). Les **placements indexés sur les taux du marché** affichent de nouveau une évolution positive (+14,7 milliards de F CFP, soit +7,5 %), soutenue par la nette progression des certificats de dépôt qui permettent de compenser la baisse des comptes créditeurs à terme.

Les **comptes d'épargne à régime spécial** restent favorablement orientés, leur encours progressant de 4,6 % sur les douze derniers mois pour s'établir à 101 milliards de F CFP. Cette hausse est concentrée sur les dépôts sur livrets ordinaires et sur les plans d'épargne logement (respectivement +4,0 % et +19,9 %).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



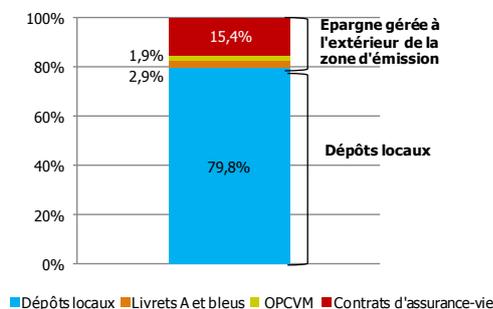
Stabilité des autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission.

Sur un an, ces avoirs sont relativement stables (+0,8 %), mais les évolutions selon les supports sont contrastées. Dans le détail, l'encours des OPCVM monétaires se contracte fortement sur la période (-45,5 %), pour s'établir à 3,6 milliards de F CFP. L'encours des livrets A et bleus se replie de 3,3 %, compte tenu de leur moindre attractivité suite à la révision à la baisse de leur taux de rémunération, ramené à 1 % depuis le 1^{er} août 2014.

L'encours des contrats d'assurance-vie (116 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, poursuit en revanche sa progression à un rythme soutenu (+5,9 % sur un an).

Répartition des dépôts



Au total, les actifs financiers détenus par l'ensemble des agents économiques (753,7 milliards de F CFP à fin juin 2015) progressent de 6,1 % en glissement annuel, soit une accélération sensible par rapport à fin 2014 (la progression annuelle s'établissait alors à +2,4 %). Les sociétés non financières enregistrent une forte hausse de leurs actifs financiers (+11,1 % sur un an), qui s'explique par la progression sensible des placements à court terme et des dépôts à vue (respectivement +18,0 % et +6,7 %). Les placements des ménages affichent une hausse plus modérée (+4,0 %), la bonne tenue des dépôts à vue (+9,6 %) et de l'épargne à long terme (+5,0 %) étant partiellement compensée par la légère contraction des placements liquides ou à court terme (-0,7 %).

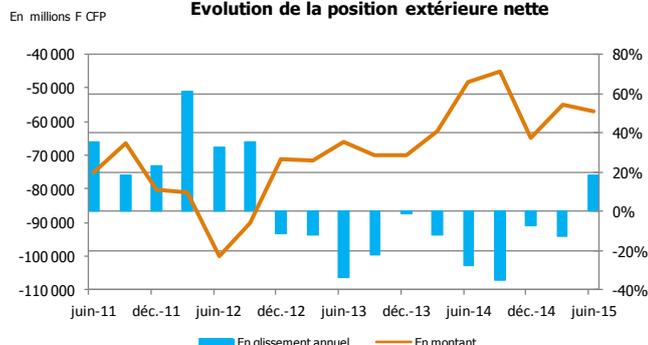
Amélioration du solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux

Augmentation de la position extérieure nette

Sur un an, le système bancaire local affiche une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle, qui diminue de 15,2 milliards de F CFP (soit -11,5 %). Cette amélioration est permise par une augmentation de la collecte de dépôts deux fois supérieure à celle des crédits butés (+7,3 % contre +3,6 %). Les dépôts collectés couvrent ainsi 83 % des ressources locales des établissements calédoniens.

À l'inverse, la position extérieure nette se dégrade. Ainsi, le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, baisse de 18,5 % en glissement annuel, qui représente 8,9 milliards de F CFP de déficit supplémentaire. Cette évolution défavorable s'explique principalement par le doublement des réserves auprès de l'IEOM, qui s'établissent à 62,6 milliards de F CFP à fin juin 2015. Cette forte progression s'explique par celle des réserves libres, dans un contexte de rémunération nulle voire négative sur les marchés financiers, les banques de la place ont conservé localement leur trésorerie.

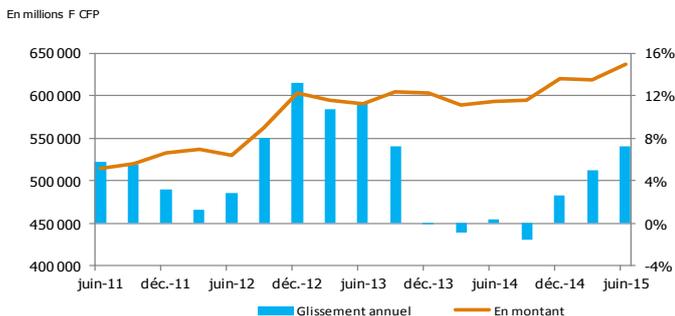
Evolution de la position extérieure nette



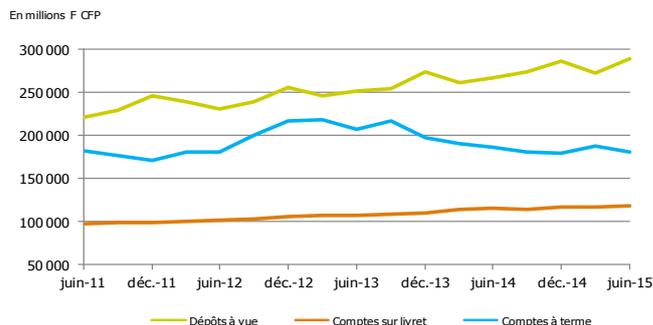
Progression sensible de la masse monétaire

La masse monétaire M3 progresse de 7,3 % sur les douze derniers mois (+2,8 % au cours du 1^{er} semestre), pour atteindre 637 milliards de F CFP. Cette évolution s'explique par la forte progression des dépôts à vue (+8,6 %, soit 23 milliards de F CFP supplémentaires), ainsi que par le triplement des titres de créances négociables (+20,4 milliards de F CFP).

Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire

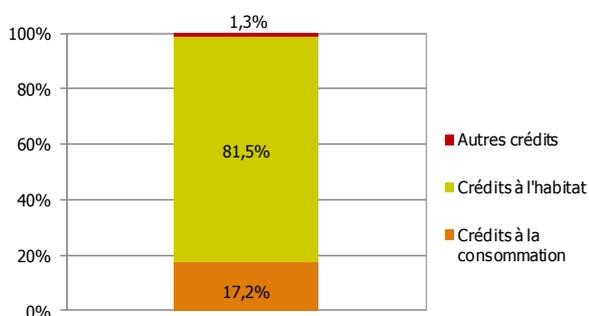


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

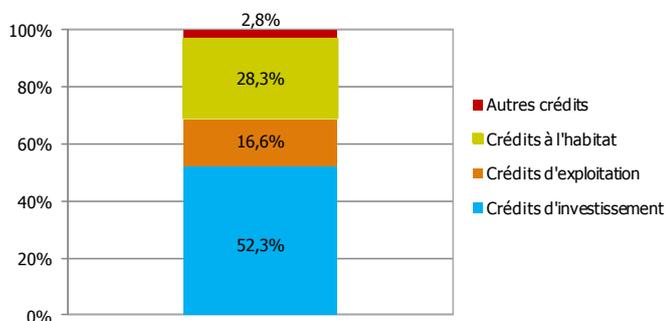
En complément des opérations réalisées auprès du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

À fin juin 2015, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) s'établit à 1 032 milliards de F CFP, en hausse de 6,8 % en glissement annuel (+1,7 % au 1^{er} semestre). Le rythme de croissance annuelle de l'encours des crédits aux entreprises s'établit à +6,0 % (+1,2 % au 1^{er} semestre), et celui des crédits aux ménages à +3,0 % (+0,8 % en rythme semestriel). L'encours des crédits aux collectivités locales progresse de 28,9 % sur un an (+5,3 % sur le semestre), pour atteindre 99 milliards de F CFP à fin juin 2015. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 31,6 % du total des engagements. Elle est de 20,5 % sur la clientèle des ménages et de 30,1 % sur les entreprises, mais représente 85,9 % des crédits aux collectivités locales (+2,3 points sur un an).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	14 070	15 620	16 245	15 412	15 547	17 363	16 935	17 934	3,3%	16,4%
<i>Billets</i>	<i>12 448</i>	<i>13 896</i>	<i>14 425</i>	<i>13 469</i>	<i>13 590</i>	<i>15 344</i>	<i>14 909</i>	<i>15 891</i>	3,6%	18,0%
<i>Pièces</i>	<i>1 622</i>	<i>1 724</i>	<i>1 820</i>	<i>1 943</i>	<i>1 957</i>	<i>2 019</i>	<i>2 026</i>	<i>2 043</i>	1,2%	5,1%
Dépôts à vue	221 270	231 457	251 986	266 433	274 396	286 353	272 650	289 450	1,1%	8,6%
TOTAL M1	235 340	247 077	268 231	281 845	289 943	303 716	289 585	307 384	1,2%	9,1%
M2-M1	97 525	101 619	108 329	115 877	114 740	116 850	116 927	118 836	1,7%	2,6%
Comptes sur livrets	96 867	101 002	107 724	115 329	114 211	116 325	116 415	118 326	1,7%	2,6%
Comptes épargne logement	658	617	605	548	529	525	512	510	-2,9%	-6,9%
TOTAL M2	332 865	348 696	376 560	397 722	404 683	420 566	406 512	426 220	1,3%	7,2%
M3-M2	182 312	181 501	214 408	195 703	190 085	198 978	212 063	210 432	5,8%	7,5%
Dépôts à terme	182 176	180 267	207 249	186 163	180 545	178 698	187 049	180 444	1,0%	-3,1%
Titres de créance négociables	0	1 193	7 118	9 540	9 540	20 280	25 014	29 988	47,9%	214,3%
Bons de caisse	136	41	41	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	515 177	530 197	590 968	593 425	594 768	619 544	618 575	636 652	2,8%	7,3%
P1	3 991	3 839	3 509	3 694	3 769	3 984	4 247	4 419	10,9%	19,6%
Plans d'épargne logement	3 889	3 688	3 315	3 474	3 552	3 771	4 043	4 164	10,4%	19,9%
Autres compte d'épargne à régime spécial	102	151	194	220	217	213	204	255	19,7%	15,9%
M3+P1	519 168	534 036	594 477	597 119	598 537	623 528	622 822	641 071	2,8%	7,4%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	96 190	89 786	142 738	135 938	139 030	139 112	145 900	153 880	10,6%	13,2%
Institut d'émission	31 293	32 972	49 216	39 496	41 981	57 195	56 230	66 091	15,6%	67,3%
Etablissements de crédit	64 897	56 814	93 522	96 442	97 049	81 917	89 670	87 789	7,2%	-9,0%
Créances du Trésor public	17 401	19 331	21 662	23 057	23 560	24 172	22 547	23 104	-4,4%	0,2%
Concours sur ressources monétaires	401 586	421 080	426 568	434 430	432 178	456 260	450 128	459 668	0,7%	5,8%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	625 436	672 021	689 644	682 631	688 615	705 770	703 530	707 415	0,2%	3,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	223 850	250 941	263 076	248 201	256 437	249 510	253 402	247 747	-0,7%	-0,2%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>53 561</i>	<i>57 094</i>	<i>61 174</i>	<i>66 037</i>	<i>66 218</i>	<i>66 445</i>	<i>66 948</i>	<i>71 030</i>	6,9%	7,6%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>11 135</i>	<i>11 893</i>	<i>12 224</i>	<i>12 701</i>	<i>12 587</i>	<i>12 533</i>	<i>12 777</i>	<i>13 150</i>	4,9%	3,5%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>140 125</i>	<i>156 699</i>	<i>159 695</i>	<i>144 540</i>	<i>142 326</i>	<i>146 700</i>	<i>144 701</i>	<i>144 800</i>	-1,3%	0,2%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>3 991</i>	<i>3 839</i>	<i>3 508</i>	<i>3 694</i>	<i>3 769</i>	<i>3 985</i>	<i>4 247</i>	<i>4 419</i>	10,9%	19,6%
<i>Divers</i>	<i>15 038</i>	<i>21 416</i>	<i>26 475</i>	<i>21 229</i>	<i>31 537</i>	<i>19 847</i>	<i>24 729</i>	<i>14 348</i>	-27,7%	-32,4%
Total M3	515 177	530 197	590 968	593 425	594 768	619 544	618 575	636 652	2,8%	7,3%
Position extérieure nette	-75 228	-99 885	-66 173	-48 098	-45 277	-64 783	-55 031	-57 011	-12,0%	18,5%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Emplois	649 042	695 169	718 750	714 031	714 738	756 938	755 838	770 014	1,7%	7,8%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	625 436	672 021	689 644	682 631	688 615	705 770	703 530	707 415	0,2%	3,6%
Réserves obligatoires et libres	23 606	23 148	29 106	31 400	26 123	51 168	52 308	62 599	22,3%	99,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	649 042	695 169	718 750	714 031	714 738	756 938	755 838	770 014	1,7%	7,8%
Dépôts collectés (- encaisses)	481 320	491 574	548 577	550 082	549 918	571 291	573 776	590 091	3,3%	7,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	64 696	68 987	73 397	78 738	78 806	78 978	79 724	84 180	6,6%	6,9%
Excédent des opérations diverses des EC	9 212	14 223	19 262	19 137	23 941	24 124	29 092	21 007	-12,9%	9,8%
Réescote	18 586	20 500	11 341	17 976	16 796	17 762	18 215	17 725	-0,2%	-1,4%
Position extérieure nette des EC (si négative)	75 228	99 885	66 173	48 098	45 277	64 783	55 031	57 011	-12,0%	18,5%
Solde emplois-ressources clientèle	144 116	180 447	141 067	132 549	138 697	134 479	129 754	117 324	-12,8%	-11,5%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Sociétés non financières	201 003,4	197 035,9	218 792,0	217 965,7	219 246,6	240 543,6	239 838,9	242 143,5	0,7%	11,1%
Dépôts à vue	101 327,0	111 905,5	117 722,6	126 882,3	134 231,5	143 130,9	135 377,3	135 366,2	-5,4%	6,7%
Placements liquides ou à court terme	98 209,9	83 765,2	98 399,4	89 577,4	84 110,4	96 794,5	103 562,7	105 736,6	9,2%	18,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	382,8	125,9	163,4	187,0	141,4	133,3	124,5	118,1	-11,4%	-36,9%
Placements indexés sur les taux de marché	97 827,1	83 639,3	98 236,0	89 390,4	83 969,0	96 661,3	103 438,2	105 618,5	9,3%	18,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>92 075,4</i>	<i>77 245,6</i>	<i>87 498,6</i>	<i>74 121,0</i>	<i>69 236,5</i>	<i>74 054,4</i>	<i>75 097,5</i>	<i>72 839,5</i>	-1,6%	-1,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 751,7</i>	<i>5 200,4</i>	<i>3 619,5</i>	<i>5 729,7</i>	<i>5 192,8</i>	<i>2 326,6</i>	<i>3 326,9</i>	<i>2 791,2</i>	20,0%	-51,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>1 193,3</i>	<i>7 117,9</i>	<i>9 539,6</i>	<i>9 539,6</i>	<i>20 280,2</i>	<i>25 013,8</i>	<i>29 987,9</i>	47,9%	n.s
Epargne à long terme	1 466,5	1 365,2	2 669,9	1 506,0	904,7	618,1	898,8	1 040,7	68,4%	-30,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 437,7</i>	<i>1 334,4</i>	<i>2 632,7</i>	<i>1 460,4</i>	<i>859,8</i>	<i>581,4</i>	<i>853,5</i>	<i>998,7</i>	71,8%	-31,6%
Ménages	332 927,9	350 775,7	364 728,2	382 948,0	386 109,3	390 388,5	391 211,9	398 348,6	2,0%	4,0%
Dépôts à vue	93 845,2	100 399,1	102 764,0	108 269,1	112 170,5	112 989,3	110 916,8	118 611,2	5,0%	9,6%
Placements liquides ou à court terme	128 656,7	137 829,4	146 422,1	152 070,8	150 485,0	151 837,9	151 355,7	150 961,5	-0,6%	-0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	91 795,1	97 265,8	103 714,4	111 220,9	110 204,7	112 172,8	112 191,9	113 793,3	1,4%	2,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>74 757,0</i>	<i>77 898,6</i>	<i>81 573,5</i>	<i>88 063,8</i>	<i>87 182,0</i>	<i>89 208,5</i>	<i>89 543,4</i>	<i>91 398,9</i>	2,5%	3,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>16 001,6</i>	<i>18 347,2</i>	<i>21 118,1</i>	<i>22 166,6</i>	<i>22 040,3</i>	<i>21 973,9</i>	<i>21 673,0</i>	<i>21 416,3</i>	-2,5%	-3,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>378,4</i>	<i>402,6</i>	<i>417,6</i>	<i>442,5</i>	<i>453,9</i>	<i>465,0</i>	<i>463,5</i>	<i>468,4</i>	0,7%	5,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>658,1</i>	<i>617,4</i>	<i>605,2</i>	<i>548,0</i>	<i>528,6</i>	<i>525,5</i>	<i>511,9</i>	<i>509,7</i>	-3,0%	-7,0%
Placements indexés sur les taux de marché	36 861,6	40 563,6	42 707,8	40 849,9	40 280,4	39 665,1	39 163,9	37 168,2	-6,3%	-9,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>30 290,2</i>	<i>34 799,2</i>	<i>41 909,1</i>	<i>40 037,3</i>	<i>39 444,4</i>	<i>38 867,0</i>	<i>38 332,2</i>	<i>36 397,3</i>	-6,4%	-9,1%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>6 435,3</i>	<i>5 723,8</i>	<i>758,2</i>	<i>812,6</i>	<i>835,9</i>	<i>798,1</i>	<i>831,6</i>	<i>770,9</i>	-3,4%	-5,1%
Epargne à long terme	110 426,0	112 547,3	115 542,1	122 608,1	123 453,8	125 561,3	128 939,4	128 775,9	2,6%	5,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>3 889,1</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 473,2</i>	<i>3 550,9</i>	<i>3 770,5</i>	<i>4 043,5</i>	<i>4 163,7</i>	10,4%	19,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>101,9</i>	<i>150,8</i>	<i>193,7</i>	<i>219,9</i>	<i>217,4</i>	<i>213,4</i>	<i>203,9</i>	<i>255,3</i>	19,6%	16,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>4 163,4</i>	<i>4 124,7</i>	<i>4 800,1</i>	<i>5 574,9</i>	<i>4 886,0</i>	<i>4 296,7</i>	<i>4 643,8</i>	<i>4 368,0</i>	1,7%	-21,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 890,4</i>	<i>2 764,8</i>	<i>3 263,2</i>	<i>3 576,5</i>	<i>3 586,4</i>	<i>3 548,0</i>	<i>3 802,6</i>	<i>3 731,7</i>	5,2%	4,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>99 381,2</i>	<i>101 818,9</i>	<i>103 970,2</i>	<i>109 763,6</i>	<i>111 213,1</i>	<i>113 732,8</i>	<i>116 245,5</i>	<i>116 257,1</i>	2,2%	5,9%
Autres agents	92 076,5	92 440,3	113 925,3	109 374,5	105 800,7	101 572,4	106 361,5	113 228,8	11,5%	3,5%
Dépôts à vue	26 097,9	19 152,4	31 499,1	31 281,9	27 994,0	30 233,2	26 355,7	35 472,7	17,3%	13,4%
Placements liquides ou à court terme	65 206,9	72 491,6	82 298,4	76 498,1	76 269,7	69 668,0	78 242,5	76 147,8	9,3%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	5 346,3	4 226,4	4 449,9	4 468,1	4 392,7	3 881,0	4 608,9	4 921,2	26,8%	10,1%
Placements indexés sur les taux de marché	59 860,6	68 265,2	77 848,6	72 030,0	71 877,0	65 787,0	73 633,6	71 226,6	8,3%	-1,1%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>59 810,7</i>	<i>68 222,4</i>	<i>77 841,1</i>	<i>72 004,9</i>	<i>71 864,2</i>	<i>65 776,3</i>	<i>73 619,6</i>	<i>71 206,8</i>	8,3%	-1,1%
Epargne à long terme	771,7	796,3	127,7	1 594,4	1 537,0	1 671,3	1 763,2	1 608,4	-3,8%	n.s
Total actifs financiers	626 007,9	640 251,9	697 445,4	710 288,2	711 156,6	733 166,3	737 412,2	753 720,9	2,8%	6,1%
Dépôts locaux	488 687,3	499 693,6	556 609,5	559 085,9	560 606,7	583 751,7	583 785,6	601 261,4	3,0%	7,5%
Dépôts à vue	221 270,1	231 456,9	251 985,7	266 433,3	274 395,9	286 353,3	272 649,9	289 450,1	1,1%	8,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	85 104,8	86 735,5	90 216,5	96 949,8	96 125,9	98 420,5	99 072,6	101 379,8	3,0%	4,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>80 076,5</i>	<i>81 875,4</i>	<i>85 684,7</i>	<i>92 264,5</i>	<i>91 373,8</i>	<i>93 443,8</i>	<i>93 848,3</i>	<i>95 981,2</i>	2,7%	4,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>379,1</i>	<i>403,8</i>	<i>418,1</i>	<i>443,4</i>	<i>454,6</i>	<i>466,5</i>	<i>465,0</i>	<i>469,9</i>	0,7%	6,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>658,1</i>	<i>617,4</i>	<i>605,2</i>	<i>548,0</i>	<i>528,6</i>	<i>525,5</i>	<i>511,9</i>	<i>509,7</i>	-3,0%	-7,0%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>3 889,1</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 474,0</i>	<i>3 551,6</i>	<i>3 771,2</i>	<i>4 043,5</i>	<i>4 163,7</i>	10,4%	19,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>101,9</i>	<i>150,8</i>	<i>193,7</i>	<i>219,9</i>	<i>217,4</i>	<i>213,4</i>	<i>203,9</i>	<i>255,3</i>	19,6%	16,1%
Placements indexés sur les taux de marché	182 312,4	181 501,2	214 407,2	195 702,9	190 084,8	198 977,9	212 063,2	210 431,5	5,8%	7,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>182 176,3</i>	<i>180 267,2</i>	<i>207 248,8</i>	<i>186 163,2</i>	<i>180 545,1</i>	<i>178 697,7</i>	<i>187 049,4</i>	<i>180 443,6</i>	1,0%	-3,1%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>1 193,3</i>	<i>7 117,9</i>	<i>9 539,6</i>	<i>9 539,6</i>	<i>20 280,2</i>	<i>25 013,8</i>	<i>29 987,9</i>	47,9%	n.s
Placements hors zone d'émission	137 320,6	140 558,3	140 835,9	151 202,2	150 549,9	149 414,6	153 626,6	152 459,5	2,0%	0,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>16 410,5</i>	<i>18 721,5</i>	<i>21 619,6</i>	<i>22 620,1</i>	<i>22 381,8</i>	<i>22 413,0</i>	<i>22 100,1</i>	<i>21 871,7</i>	-2,4%	-3,3%
<i>dont actions</i>	<i>3 175,4</i>	<i>2 780,7</i>	<i>3 478,5</i>	<i>4 396,2</i>	<i>3 719,6</i>	<i>3 142,7</i>	<i>3 569,6</i>	<i>3 311,3</i>	5,4%	-24,7%
<i>dont obligations</i>	<i>1 016,8</i>	<i>1 395,9</i>	<i>1 358,8</i>	<i>1 955,6</i>	<i>1 952,0</i>	<i>1 929,4</i>	<i>1 878,1</i>	<i>1 746,8</i>	-9,5%	-10,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>12 236,9</i>	<i>10 966,9</i>	<i>4 385,2</i>	<i>6 567,5</i>	<i>6 041,6</i>	<i>3 135,4</i>	<i>4 172,4</i>	<i>3 581,9</i>	14,2%	-45,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>5 099,8</i>	<i>4 874,3</i>	<i>6 023,6</i>	<i>5 899,3</i>	<i>5 241,8</i>	<i>5 061,2</i>	<i>5 660,7</i>	<i>5 690,7</i>	12,4%	-3,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>99 381,2</i>	<i>101 818,9</i>	<i>103 970,2</i>	<i>109 763,6</i>	<i>111 213,1</i>	<i>113 732,8</i>	<i>116 245,5</i>	<i>116 257,1</i>	2,2%	5,9%

Les crédits à l'économie

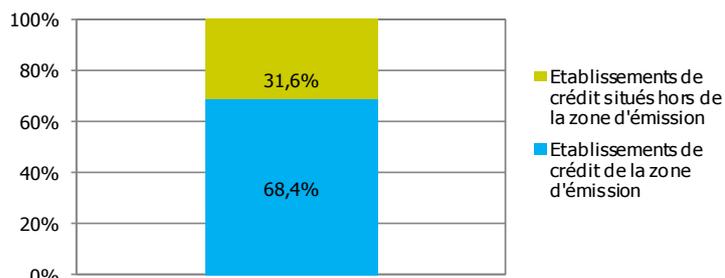
Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	77 294,1	83 015,4	84 621,1	74 353,3	72 838,8	74 775,4	73 826,5	76 324,9	2,1%	2,7%
<i>Créances commerciales</i>	3 997,5	5 175,9	4 095,1	3 750,4	3 204,7	3 428,8	3 866,4	3 082,8	-10,1%	-17,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 843,5	40 460,8	41 570,8	41 169,7	41 153,4	43 796,8	42 361,8	43 329,8	-1,1%	5,2%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 313,3	1 356,8	1 265,8	1 250,6	1 281,1	1 185,8	1 203,8	1 205,6	1,7%	-3,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 453,1	37 378,6	38 955,3	29 433,2	28 480,7	27 549,9	27 598,3	29 912,2	8,6%	1,6%
Crédits d'investissement	160 137,7	170 602,7	170 937,4	175 950,6	178 140,1	184 722,0	183 797,7	183 874,0	-0,5%	4,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	151 579,9	161 406,8	161 697,5	167 394,2	169 373,5	175 671,2	174 713,8	175 226,2	-0,3%	4,7%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	9 075,7	8 928,8	8 298,5	7 928,7	7 756,3	5 905,2	5 777,9	5 650,7	-4,3%	-28,7%
<i>Crédit-bail</i>	8 557,8	9 196,0	9 239,9	8 556,4	8 766,6	9 050,7	9 083,9	8 647,8	-4,5%	1,1%
Crédits à l'habitat	38 242,0	40 782,6	42 176,4	42 812,3	42 267,6	50 084,1	50 477,0	51 076,2	2,0%	19,3%
Autres crédits	11 992,8	12 471,1	15 732,9	14 714,8	14 066,4	13 020,4	12 692,6	12 482,6	-4,1%	-15,2%
Encours sain	287 666,6	306 871,8	313 467,8	307 831,0	307 312,9	322 601,9	320 793,8	323 757,7	0,4%	5,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	59 121,6	62 269,9	63 427,9	62 461,8	62 881,8	63 482,9	62 003,5	61 616,2	-2,9%	-1,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	44 030,9	48 262,1	49 479,2	47 964,1	48 520,1	49 083,9	47 319,3	46 972,1	-4,3%	-2,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 387,3	4 124,4	4 071,4	4 472,1	4 124,1	4 035,7	4 209,5	4 170,4	3,3%	-6,7%
<i>Crédit-bail</i>	10 703,4	9 883,3	9 877,4	10 025,7	10 237,6	10 363,3	10 474,6	10 473,7	1,1%	4,5%
Crédits à l'habitat	234 651,2	254 802,8	259 963,8	259 870,4	265 069,4	264 443,1	267 435,9	268 388,5	1,5%	3,3%
Autres crédits	4 833,3	5 768,2	6 135,5	5 453,6	5 924,0	5 985,8	5 880,9	5 596,0	-6,5%	2,6%
Encours sain	298 606,2	322 840,9	329 527,2	327 785,8	333 875,2	333 911,8	335 320,3	335 600,7	0,5%	2,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 311,9	1 254,5	1 944,1	1 712,0	2 019,6	1 424,4	1 672,2	2 310,1	62,2%	34,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 978,3	606,1	721,8	485,6	648,4	508,9	462,5	1 079,0	112,0%	122,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 333,6	648,4	1 222,3	1 226,4	1 371,3	915,5	1 209,7	1 231,1	34,5%	0,4%
Crédits d'investissement	5 388,8	7 546,7	8 139,3	10 903,9	10 777,3	11 440,6	11 491,0	11 597,1	1,4%	6,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	5 215,0	7 372,7	7 945,9	10 728,1	10 622,6	11 304,7	11 360,2	11 257,5	-0,4%	4,9%
Autres crédits				0,0	0,0	0,0	150,0	50,0	n.s	n.s
Encours sain	8 984,0	8 801,2	10 083,4	12 615,9	12 796,9	12 865,0	13 313,2	13 957,2	8,5%	10,6%
Autres agents										
Encours sain	13 227,4	14 514,0	16 049,9	13 271,3	13 854,7	15 295,3	12 809,6	12 596,9	-17,6%	-5,1%
TOTAL										
Encours sain	608 484,1	653 027,9	669 128,3	661 504,0	667 839,8	684 674,1	682 236,8	685 912,5	0,2%	3,7%
Créances douteuses brutes	16 952,9	18 992,2	20 517,1	21 126,9	20 775,3	21 096,9	21 291,5	21 502,8	1,9%	1,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 817,4	7 099,1	8 293,2	8 425,6	8 188,1	8 564,0	8 514,7	8 352,7	-2,5%	-0,9%
(dt) <i>Entreprises</i>	3 569,9	4 497,5	5 071,3	4 833,1	5 020,8	5 264,1	5 140,2	4 875,4	-7,4%	0,9%
(dt) <i>Ménages</i>	2 224,0	2 480,3	3 113,7	3 564,6	3 157,9	3 294,6	3 307,5	3 413,4	3,6%	-4,2%
Provisions	11 135,5	11 893,1	12 223,9	12 701,3	12 587,2	12 532,9	12 776,7	13 150,1	4,9%	3,5%
Encours brut total	625 437,1	672 020,1	689 645,4	682 630,9	688 615,1	705 771,0	703 528,3	707 415,3	0,2%	3,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,7%	2,8%	3,0%	3,1%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	0,1 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	65,7%	62,6%	59,6%	60,1%	60,6%	59,4%	60,0%	61,2%	1,7 pt	1,0 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	77 294,6	83 247,5	84 950,5	74 670,1	73 131,2	75 075,2	74 119,5	76 984,1	2,5%	3,1%
<i>Créances commerciales</i>	3 997,5	5 175,9	4 095,1	3 750,4	3 204,7	3 428,8	3 866,4	3 082,8	-10,1%	-17,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	40 843,9	40 692,9	41 829,3	41 403,3	41 373,8	44 024,2	42 582,2	43 891,5	-0,3%	6,0%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 313,3	1 356,8	1 265,8	1 250,6	1 281,1	1 185,8	1 203,8	1 205,6	1,7%	-3,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 453,2	37 378,6	39 026,1	29 516,4	28 552,7	27 622,2	27 670,9	30 009,7	8,6%	1,7%
Crédits d'investissement	218 506,9	230 640,2	238 234,5	229 675,9	233 120,1	242 294,2	239 696,8	242 526,4	0,1%	5,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	209 849,9	221 378,4	228 933,3	221 068,1	224 330,2	233 196,9	230 568,5	233 836,5	0,3%	5,8%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	9 167,3	8 928,8	8 298,5	7 928,7	7 756,3	5 905,2	5 777,9	5 650,7	-4,3%	-28,7%
<i>Crédit-bail</i>	8 657,0	9 261,8	9 301,2	8 607,8	8 789,9	9 097,3	9 128,3	8 689,9	-4,5%	1,0%
Crédits à l'habitat	101 256,3	109 045,9	115 268,2	117 822,0	117 441,5	127 083,8	127 297,6	131 082,1	3,1%	11,3%
Autres crédits	12 502,6	12 778,5	16 011,1	14 972,5	14 324,1	13 267,4	12 939,5	12 718,5	-4,1%	-15,1%
Encours sain	409 560,4	435 712,0	454 464,4	437 140,6	438 016,9	457 720,5	454 053,5	463 311,1	1,2%	6,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	69 362,0	72 135,7	73 760,2	73 290,5	73 656,5	74 516,6	72 927,5	72 556,9	-2,6%	-1,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	54 271,3	58 127,9	59 811,4	58 792,7	59 294,8	60 117,6	58 243,3	57 912,7	-3,7%	-1,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 387,3	4 124,4	4 071,4	4 472,1	4 124,1	4 035,7	4 209,5	4 170,4	3,3%	-6,7%
<i>Crédit-bail</i>	10 703,4	9 883,3	9 877,4	10 025,7	10 237,6	10 363,3	10 474,6	10 473,7	1,1%	4,5%
Crédits à l'habitat	297 651,6	317 881,2	325 742,8	330 988,3	337 143,8	337 957,4	341 655,1	343 802,8	1,7%	3,9%
Autres crédits	4 945,0	5 768,2	6 135,5	5 465,6	5 935,9	5 997,5	5 892,5	5 607,3	-6,5%	2,6%
Encours sain	371 958,6	395 785,0	405 638,5	409 744,4	416 736,2	418 471,5	420 475,0	421 967,0	0,8%	3,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 311,9	1 254,5	1 944,1	1 712,0	2 019,6	1 424,4	1 672,2	2 310,1	62,2%	34,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 978,3	606,1	721,8	485,6	648,4	508,9	462,5	1 079,0	112,0%	122,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 333,6	648,4	1 222,3	1 226,4	1 371,3	915,5	1 209,7	1 231,1	34,5%	0,4%
Crédits d'investissement	43 897,0	52 712,7	65 660,6	75 082,0	82 810,7	92 643,1	92 916,8	96 684,3	4,4%	28,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	43 723,2	52 538,7	65 467,2	74 906,2	82 655,9	92 507,2	92 786,0	96 344,7	4,1%	28,6%
Autres crédits	333,3	164,6	155,8	147,0	146,2	142,6	291,8	188,1	31,9%	27,9%
Encours sain	47 886,8	54 131,8	67 760,5	76 941,1	84 976,5	94 210,1	94 880,8	99 182,5	5,3%	28,9%
Autres agents										
Encours sain	14 331,7	14 771,4	16 483,2	13 552,8	14 545,9	15 589,7	18 740,1	18 011,1	15,5%	32,9%
TOTAL										
Encours sain	843 737,5	900 400,3	944 346,6	937 378,8	954 275,5	985 991,8	988 149,3	1 002 471,6	1,7%	6,9%
<i>dont ECHZE</i>	235 253,4	247 372,4	275 218,3	275 874,8	286 435,7	301 317,7	305 912,5	316 559,2	5,1%	14,7%
Créances douteuses brutes	18 769,2	19 741,2	21 349,7	29 552,9	29 210,1	29 379,6	29 539,1	29 838,6	1,6%	1,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 633,7	7 848,1	9 125,8	16 306,6	16 174,6	15 928,1	16 259,9	15 998,6	0,4%	-1,9%
(dt) <i>Entreprises</i>	3 842,4	4 497,5	5 071,3	11 707,5	12 026,1	11 887,5	12 081,9	11 714,6	-1,5%	0,1%
(dt) <i>Ménages</i>	2 741,5	3 229,2	3 946,2	4 571,1	4 139,1	4 035,2	4 110,9	4 220,0	4,6%	-7,7%
<i>Provisions</i>	11 135,5	11 893,1	12 223,9	13 246,2	13 035,5	13 451,5	13 279,2	13 840,0	2,9%	4,5%
Encours brut total	862 506,7	920 141,4	965 696,2	966 931,7	983 485,6	1 015 371,4	1 017 688,4	1 032 310,2	1,7%	6,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,2%	2,1%	2,2%	3,1%	3,0%	2,9%	2,9%	2,9%	0,0 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	59,3%	60,2%	57,3%	44,8%	44,6%	45,8%	45,0%	46,4%	0,6 pt	1,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achievé d'imprimer : septembre 2015